



Entre la Pacha Mama et les mines à ciel ouvert

Par [Martín Cúneo](#)

Mondialisation.ca, 12 mai 2011

diagonalperiodico.net, 12 mai 2011

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

« La consultation préalable du peuple figure dans la Constitution, mais la loi stipule qu'elle n'a pas de caractère inaliénable, en d'autres termes, d'après l'autorité de l'État, elle n'est pas obligatoire. Alors, à quoi sert-elle ? Voici une autre des grandes contradictions de ce processus », déplore Pablo Mamani.

Pour la sociologue Silvia Rivera, auteur du livre *Oprimidos pero no vencidos* [Opprimés mais pas vaincus], « il existe tout un très beau discours sur la Pachamama et pourtant des centrales hydroélectriques immenses se construisent, des barrages qui inonderont des terres indigènes ... une multitude d'infrastructures démontrant qu'il s'agit bien d'un projet néo-développementiste et en ce sens, il implique le mépris de l'indigène », affirme Rivera.

L'un des sujets où le plus grand écart existe entre les discours et les politiques concerne l'exploitation et l'industrie minière. Au grand Sommet de Cochabamba sur le Changement Climatique et l'Environnement en avril 2010, la CONAMAQ avait proposé une table de discussion sur la pollution minière. « Le Gouvernement a catégoriquement refusé d'inclure ce sujet en déclarant qu'il ne s'agissait pas d'un sujet universel mais local. Mais alors : où les mines ne contaminent-elles pas ? », dit Silvia Rivera.

Pourtant on contamine à San Cristobal, dans le département de Potosi. Le 16 avril 2010, environ 900 habitants de trois provinces de ce département ont assailli puis brûlé les bureaux de la plus grande mine de Bolivie, gérée par la japonaise Sumitomo. Les membres des communautés [les comunarios] exigeaient, entre autres revendications, que la mine paye pour l'utilisation quotidienne de 50.000 mètres cubes d'eau. Une quantité qui menace sérieusement les cultures et l'approvisionnement d'eau dans une zone désertique.

D'après les calculs du spécialiste Jorge Molina, le remplacement des eaux fossiles, piégées il y a dix mille ans, prendrait six décennies dès l'arrêt du pompage. À ces effets, il faut ajouter la pollution des eaux avec l'aluminium, l'arsénique, le cadmium, cobalt, cuivre, fer, manganèse, nickel antimoine et le zinc.

Face à la mobilisation, le Gouvernement a réagi appelant les paysans à se replier et à accepter le dialogue car « des intérêts locaux et régionaux étaient en jeu », d'après les propos du vice-président Alvaro Garcia Linera. L'exportation de minerais, commencée en 2007, génère des bénéfices annuels d'un milliard de dollars pour Sumitomo. L'État bolivien reçoit à peine 3,5 % du total.

Traduit de l'espagnol pour Truks en Vrak par Marina Almeida, révisés par Michèle Landais

La source originale de cet article est diagonalperiodico.net.

Copyright © [Martín Cúneo](http://diagonalperiodico.net), diagonalperiodico.net, 2011

Articles Par : [Martín Cúneo](http://diagonalperiodico.net)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca